



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.019/4
du 9 octobre 2013

advies 54.019/4
van 9 oktober 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la formation des candidats
militaires du cadre actif'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de vorming
van de kandidaat-militairen
van het actief kader'

Le 8 août 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours et ultérieurement prorogé jusqu'au 15 octobre 2013 ^(*), sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la formation des candidats militaires du cadre actif'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 octobre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 octobre 2013.

(*) Par courriel du 12 août 2013

*

Op 8 augustus 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijftien dagen en later verlengd tot 15 oktober 2013 ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vorming van de kandidaat-militairen van het actief kader'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 oktober 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 oktober 2013.

(*) Bij e-mail van 12 augustus 2013

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENTS JURIDIQUES

De nombreuses dispositions de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées', telle que modifiée par la loi du 31 juillet 2013¹, sont citées à l'alinéa 1^{er} du préambule.

Compte tenu des informations communiquées par l'officier délégué, il résulte que les dispositions y mentionnées servent de fondements légaux au texte examiné sous les réserves suivantes :

a) les articles 22, 87, alinéa 3, et 88, alinéa 1^{er}, ne contiennent pas d'habilitation au Roi et ne doivent dès lors pas être visés² ;

b) les articles 83/1, §§ 1^{er} et 3, 98, § 1^{er}, et 99, § 3, ne doivent pas être mentionnés s'ils ne sont pas exécutés par le texte en projet ;

c) les articles 88, alinéa 3, et 272, constituent les fondements juridiques, respectivement, des articles 4 à 17, du projet, et de l'article 47, 1^o, du projet, et doivent, à ce titre, figurer au préambule.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Plusieurs dispositions du texte en projet stipulent que certaines règles sont fixées par « un règlement arrêté par le ministre ».

¹ La loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire' a été publiée au *Moniteur belge* du 20 septembre 2013 (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n^{os} 2879/007 et 2879/008). Celle-ci ne prévoit pas de disposition particulière relative à son entrée en vigueur ni de disposition modificative à l'article 272 de la loi du 28 février 2007 qui dispose que « Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, au plus tard le 31 décembre 2013 » (voir l'article 47 du projet). Concernant la loi du 28 février 2007, seuls les articles 194 à 206, 210 à 212 et 239 sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2009 (voir les arrêtés royaux du 10 février 2008 'mettant en vigueur l'article 195 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées' et du 7 janvier 2009 'mettant en vigueur certains articles de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et l'arrêté royal du 14 juin 2007 portant des dispositions relatives à la pension et à l'aménagement de la carrière des militaires du cadre actif').

² *Principes de technique législative* - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 19, b).

Dans son avis 53.962/2/V donné le 9 septembre 2013 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au transfert interne de certains militaires déclarés définitivement inaptes sur le plan médical comme agent de l'État vers le Ministère de la Défense', la section de législation a fait l'observation suivante :

« L'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, du projet renvoie, pour sa mise en œuvre, à un 'règlement arrêté par le Ministre de la Défense'.

L'officier délégué a précisé ce qui suit :

“Un règlement arrêté par le ministre de la Défense' ne doit pas ici être compris comme un arrêté ministériel. Il est en effet d'usage constant, dans les différents aspects du statut des militaires, de renvoyer certaines matières plus techniques ou comme ici d'ordre pratique à un 'règlement arrêté par le ministre' lequel règlement est concerté avec les syndicats du personnel militaire au sein du Haut comité de concertation'.

Cette méthode a déjà été critiquée à de nombreuses reprises par la section de législation du Conseil d'État et encore récemment, dans son avis 51.977/4, donné le 2 octobre 2012, sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 décembre 2012 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

À l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, du projet, les mots 'dans un règlement arrêté par le Ministre de la Défense' seront remplacés par les mots 'par le Ministre' ».

Les articles 4, § 5, 6, alinéa 1^{er}, 4°, 8, 2° à 4°, 12, 2°, 16, § 2, 2°, b), et 3°, 22, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, a), et alinéa 2, 25, alinéa 2, 28, alinéa 2, 29, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, alinéa 2, 3°, alinéa 3, 2°, et alinéa 4, 2°, 41, alinéa 1^{er}, et 42, § 3, alinéa 2, du projet donnent lieu à la même observation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

Il est renvoyé à l'observation formulée quant aux fondements juridiques.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera modifié en conséquence.

Alinéa 3

Le protocole de négociation du Comité de négociation du personnel militaire a été conclu le 10 juillet 2013 et cette date doit être mentionnée à l'alinéa 3 du préambule.

DISPOSITIF

Article 2

1. Pour ce qui concerne l'utilisation des termes « instruction on the job » dans l'article 2, 10°, du projet, il doit être rappelé que l'usage d'une langue autre que les langues nationales doit, en principe, être banni des textes réglementaires. Il ne peut être toléré que pour des termes techniques ou relevant de l'art militaire et pour lesquels il n'existe pas de traduction satisfaisante dans les langues usitées en Belgique³. Il doit, en outre, être relevé que la notion d'« instruction on the job » ne figure pas dans la loi du 28 février 2007 qui constitue le fondement légal du projet. L'auteur du texte est invité à se conformer à la terminologie des dispositions légales dont il assure l'exécution plutôt que de recourir à des expressions formulées dans une langue autre que nationale.

L'observation vaut aussi pour l'article 4, § 3, alinéa 2, 4°, du projet.

2. À l'instar de l'alinéa 2, il y a lieu d'insérer un alinéa 3 qui assurera le renvoi vers les notions définies par la loi du 30 août 2013 'instituant la carrière militaire à durée limitée' et dont le projet fait usage.

Article 7

L'article 7, alinéa 1^{er}, 3°, du projet, est relatif à la durée de la formation de base du candidat officier de carrière du niveau A du recrutement normal.

Comme l'a confirmé l'officier délégué, la durée de la formation de base correspond à la durée des études.

Le texte en projet vise ainsi, respectivement, une durée de sept, six et cinq années de formation pour le candidat officier médecin, vétérinaire, pharmacien et dentiste dans une université belge ou dans un établissement y assimilé.

Or, actuellement, la durée des études est de six années, pour les études de médecine ou de vétérinaire, et de cinq années, pour les études de pharmacien ou de dentiste.

Interrogé à cet égard, l'officier délégué a répondu ce qui suit :

« Art 7, alinéa 1^{er}, 3° : la durée des études de médecine est effectivement actuellement de 6 ans, mais s'applique à partir de la rentrée académique 2012. Les élèves ayant commencé leurs études avant cette date ont conservé une durée d'études de 7 ans. Il est donc nécessaire de maintenir la disposition en projet, mais nous proposons d'expliquer davantage la situation dans le rapport au Roi ».

Ces explications mériteraient en effet de figurer dans le rapport au Roi.

³ Avis 40.080/4 donné le 18 avril 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 mai 2006 'modifiant plusieurs arrêtés royaux relatifs au statut des candidats militaires'.

Article 8

De l'accord de l'officier délégué, l'article 8, 1°, du projet, doit viser les cours et examens dont le programme est fixé par la loi du 18 mars 1838 'organique de l'École royale militaire' et par son arrêté d'exécution.

Article 9

L'officier délégué a proposé de remplacer les mots « par le Roi » par « par Nous » dans l'article 9, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, du projet.

Article 19

La délégation de pouvoirs contenue dans l'article 19, § 2, alinéa 3, du projet, n'est pas précise en ce qu'il est prévu que « le DGHR détermine les règles complémentaires qui sont applicables à l'intéressé ».

Interrogé à ce sujet, l'officier délégué a indiqué qu'il ne s'agit pas d'une délégation de pouvoirs réglementaires mais bien de régler les modalités pratiques relatives à la situation individuelle du candidat concerné pendant le temps pendant lequel il bénéficie de dispense.

L'article 19, § 2, alinéa 3, du projet, doit être rédigé en ce sens.

Article 21

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, d), l'expression « jours de calendrier » est un anglicisme. Puisqu'il s'agit en l'espèce de compter des jours ordinaires, il suffit d'écrire « jours ».

Article 22

1. L'article 105 de la loi du 28 février 2007 est rédigé comme suit :

« Aux conditions et selon la procédure que le Roi fixe, le candidat militaire peut être orienté ou réorienté par l'autorité qu'Il désigne vers un autre cycle de formation de base spécifique dans la même catégorie de personnel, dans la même qualité et dans une promotion contemporaine.

Aux conditions et selon la procédure que le Roi fixe, le candidat militaire peut, à sa demande, être réorienté par l'autorité qu'Il désigne vers un autre cycle de formation de base spécifique dans la même ou dans une autre catégorie de personnel, dans la même qualité ou dans une autre qualité ».

En ce qu'il exécute l'article 105, alinéa 1^{er}, de la loi, l'article 22, § 3, alinéa 2, du projet, ne peut prévoir une réorientation dans une autre promotion mais uniquement une réorientation dans une promotion contemporaine.

En outre, en ce que le texte en projet vise l'hypothèse d'une réorientation d'office – et non d'une réorientation à sa demande –, il ne peut être trouvé un fondement juridique dans l'article 105, alinéa 2, de la loi.

L'article 22, § 3, alinéa 2, du projet, sera dès lors omis ainsi que, par voie de conséquence, l'article 22, § 15, alinéa 2, du projet.

2. L'article 22, § 13, 5°, du projet, est relatif à la réorientation du candidat officier de carrière du niveau A du recrutement normal qui demande à être réorienté vers une formation de médecin ou de dentiste. Cette disposition impose que le candidat concerné réussisse une épreuve d'admission qui est prévue en vue de débiter ces études lorsqu'elle est exigée.

Dans son avis 51.977/4 donné le 2 octobre 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 décembre 2012 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires', la section de législation a fait l'observation suivante :

« Les modifications apportées par les articles 47 et 50 du projet à l'arrêté royal du 11 septembre 2003 'relatif au recrutement des militaires' visent notamment à instaurer une épreuve de connaissance académique à l'attention des postulants à une première année d'étude de la formation de médecin, de vétérinaire, de dentiste ou de pharmacien. Seraient dispensés de cette épreuve les postulants tenus de présenter un examen d'admission à l'entrée de ces études.

Tel est le cas actuellement des études de médecine et de dentisterie organisées en Communauté flamande.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'à partir de l'année académique 2013-2014, l'accès aux études de médecine sera conditionné, en Communauté française, à la participation effective à un test d'orientation.

L'article 50bis, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 'définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités', prévoit en effet ce qui suit :

« § 1^{er}. À partir de l'année académique 2013-2014, ont seuls accès aux études de premier cycle du domaine 12° 'sciences médicales', tel que défini à l'article 31, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 49 et qui justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé.

Ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve et obtenu un résultat supérieur à celui correspondant à l'absence de toute réponse.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions universitaires, est organisé collégalement chaque année, une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre, par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales ; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation du test, aux conditions fixées par le Gouvernement. Cette épreuve est accessible à tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 49 avant le début de l'année académique.

Le test vise à évaluer les aptitudes spécifiques et les compétences pré-requises pour entreprendre des études supérieures du secteur de la santé. Il porte sur les matières suivantes :

1° Connaissance et compréhension des matières scientifiques.

a) Biologie ;

b) Chimie ;

c) Physique ;

d) Mathématiques.

2° Communication et analyse critique de l'information.

a) Communication écrite ;

b) Analyse, synthèse et argumentation ;

c) Connaissance des langues française et anglaise.

À l'exception de l'évaluation de la connaissance des langues, l'usage d'un dictionnaire français ou bilingue est autorisé. Le Gouvernement arrête le programme détaillé du test.

Chaque participant reçoit personnellement les résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou les qualités des candidats'.

Tel qu'il est rédigé, l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 11 septembre 2003, en projet, ne permet pas de prendre en compte ce type de test. En effet, la disposition à l'examen vise uniquement l'examen d'admission [...] organisé, selon le cas, par la Communauté française, flamande ou germanophone'. La question se pose toutefois de savoir dans quelle mesure les résultats obtenus par ce test, et plus particulièrement, ceux obtenus pour la partie relative à la connaissance et la compréhension des matières scientifiques, ne pourraient pas, s'ils sont de niveau suffisant, dispenser les étudiants poursuivant des études de médecine en Communauté française de présenter l'épreuve de connaissance académique. À défaut de toute prise en considération, il y aurait une différence de traitement entre, d'une part, les postulants qui auraient réussi l'examen d'admission en Communauté flamande et qui seraient par conséquent dispensés de l'épreuve de connaissance académique et, d'autre part, les postulants qui obtiendraient des résultats équivalents lors du test présenté en Communauté française mais qui, eux, ne seraient pas dispensés de l'épreuve de connaissance académique.

En tout état de cause, les dispositions doivent être conçues dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination.

Les articles 47 et 50 du projet doivent être réexaminés à la lumière de cette observation ».

La même observation vaut pour les articles 22, § 13, 5°, et 42, § 2, 1°, a), du projet.

Article 25

Dans la version française, à l'alinéa 1^{er}, seconde phrase, il convient d'écrire « Le parrain doit soit (la suite comme au projet) ».

Article 29

Dans la version française, de l'accord de l'officier délégué, au paragraphe 2, alinéa 3, il y a lieu d'ajouter les mots « du recrutement spécial » après les mots « sous-officier de carrière du niveau B ».

Article 30

Comme en a convenu l'officier délégué, il y a lieu de lire « § 3 » au lieu de « § 7 » dans l'article 30 du projet.

Article 39

La section de législation s'interroge sur le fondement juridique de la disposition. Le cas échéant, le préambule sera complété ; à défaut de fondement légal, la disposition concernée doit être omise.

Article 42

1. La condition prévue à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 3, 7°, du projet de « besoin en personnel » découle de l'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007.

De l'accord de l'officier délégué, l'article 42, § 1^{er}, alinéa 3, 7°, du projet, sera par conséquent omis.

La même observation vaut pour l'article 44, alinéa 1^{er}, 1°, a), du projet eu égard à l'article 9 de la même loi.

2. À l'article 42, § 14, alinéa 2, du projet, il y a lieu de lire « alinéa 3 » et non « alinéa 2 ».

Article 47

1. En exécution de l'article 272 de la loi du 28 février 2007, l'article 47, 1°, du projet, prévoit l'entrée en vigueur le 31 décembre 2013 de plusieurs dispositions légales.

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de préciser, dans l'article 47, 1°, du projet, qu'il s'agit de faire entrer en vigueur les articles concernés de la loi du 28 février 2007 « tels que modifiés par la loi du 31 juillet 2013 ».

2. Concernant l'exception visée à l'article 47, 2°, du projet, l'officier délégué a expliqué ce qui suit :

« Cette disposition concerne toutes les dispositions du projet qui traitent du futur statut des officiers du corps technique médical qui est en profonde révision (loi du 5 mars 2006 fixant des dispositions spécifiques relatives aux officiers du corps technique médical du service médical et ses futurs arrêtés d'exécution). Comme ces dispositions font partie intégrante des articles concernés (7, 8 et 10), il n'était pas possible de viser un article ou un de ses alinéas en particulier. Il s'ensuit, par exemple, que la partie de l'article 8 qui commence par 'complétés par les cours et examens ...' ne s'appliquera qu'une fois ce nouveau statut réalisé ».

Une explication à ce sujet mériterait de figurer dans le rapport au Roi.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

Het eerste lid van de aanhef vermeldt tal van bepalingen van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ zoals ze is gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013.¹

Uit de inlichtingen die de gemachtigde officier heeft verstrekt, blijkt dat de aldaar vermelde bepalingen de rechtsgrond vormen van de voorliggende tekst, onder voorbehoud van de volgende opmerkingen:

a) de artikelen 22, 87, derde lid, en 88, eerste lid, bevatten geen machtiging aan de Koning en hoeven dus niet te worden vermeld;²

b) de artikelen 83/1, §§ 1 en 3, 98, § 1, en 99, § 3, hoeven niet te worden vermeld indien er door de ontworpen tekst geen uitvoering aan wordt gegeven;

c) de artikelen 88, derde lid, en 272, vormen de rechtsgrond van respectievelijk de artikelen 4 tot 17 van het ontwerp en artikel 47, 1°, van het ontwerp, en moeten als zodanig in de aanhef worden vermeld.

ALGEMENE OPMERKING

In meerdere bepalingen van de ontworpen tekst wordt aangegeven dat bepaalde regels door een “reglement uitgevaardigd door de minister” worden vastgesteld.

¹ De wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’ is op 20 september 2013 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt (*Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2879/7 en 2879/8). Deze wet voorziet niet in een bijzondere bepaling betreffende de inwerkingtreding ervan noch in een bepaling tot wijziging van artikel 272 van de wet van 28 februari 2007 dat luidt als volgt: “De Koning bepaalt voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt, en uiterlijk op 31 december 2013” (zie artikel 47 van het ontwerp). Van de wet van 28 februari 2007 zijn enkel de artikelen 194 tot 206, 210 tot 212 en 239 op 1 januari 2009 in werking getreden (zie de koninklijke besluiten van 10 februari 2008 ‘tot inwerkingstelling van artikel 195 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht’ en van 7 januari 2009 ‘tot inwerkingstelling van sommige artikelen van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht en van het koninklijk besluit van 14 juni 2007 houdende bepalingen betreffende het pensioen en de aanpassing van de loopbaan van de militairen van het actief kader’).

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 19, b).

In haar advies 53.962/2/V, op 9 september 2013 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de interne overplaatsing van sommige op medisch vlak definitief ongeschikt verklaarde militairen als rijksambtenaar bij het Ministerie van Landsverdediging’, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

“In artikel 2, eerste lid, 2°, van het ontwerp is er, voor de tenuitvoerlegging ervan, sprake van een ‘reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging’. De gemachtigde officier heeft het volgende gepreciseerd:

‘Un règlement arrêté par le Ministre de la Défense’ ne doit pas ici être compris comme un arrêté ministériel. Il est en effet d’usage constant, dans les différents aspects du statut des militaires, de renvoyer certaines matières plus techniques ou comme ici d’ordre pratique à un “règlement arrêté par le ministre”, lequel règlement est concerté avec les syndicats du personnel militaire au sein du Haut comité de concertation’.

Die werkwijze is reeds herhaaldelijk bekritiseerd door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, en onlangs nog in haar advies 51.977/4, op 2 oktober 2012 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 december 2012 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen’.

In artikel 2, eerste lid, 2°, van het ontwerp moeten de woorden ‘in een reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging’ vervangen worden door de woorden ‘door de minister’.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4, § 5, 6, eerste lid, 4°, 8, 2° tot 4°, 12, 2°, 16, § 2, 2°, b), en 3°, 22, § 3, eerste lid, 2°, a), en tweede lid, 25, tweede lid, 28, tweede lid, 29, § 2, eerste lid, 2°, tweede lid, 3°, derde lid, 2°, en vierde lid, 2°, 41, eerste lid, en 42, § 3, tweede lid, van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Eerste lid

Er wordt verwezen naar de opmerking betreffende de rechtsgrond.

Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Derde lid

Het protocol van onderhandelingen van het Onderhandelingscomité van het militair personeel is op 10 juli 2013 gesloten; deze datum moet in het derde lid van de aanhef worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In artikel 2, 10°, van het ontwerp wordt de uitdrukking “opleiding on the job” gebezigd. Er moet worden opgemerkt dat het gebruik van een andere taal dan de landstalen in principe uit regelgevende teksten moet worden geweerd. Een andere taal mag enkel worden gebruikt voor technische termen of voor termen die behoren tot de krijgskunst en waarvoor geen toereikende vertaling voorhanden is in de gebruikelijke talen in België.³ Er moet daarenboven worden opgemerkt dat het begrip “opleiding on the job” niet voorkomt in de wet van 28 februari 2007, die de rechtsgrond uitmaakt van het ontwerp. De steller van de tekst wordt verzocht de terminologie in acht te nemen van de wetsbepalingen die hij uitvoert in plaats van uitdrukkingen in een andere taal dan een landstaal te gebruiken.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 4, § 3, tweede lid, 4°, van het ontwerp.

2. Er moet, naar het voorbeeld van het tweede lid, een derde lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar de begrippen die in de wet van 30 augustus 2103 ‘tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur’ worden gedefinieerd en die in het ontwerp worden gehanteerd.

Artikel 7

Artikel 7, eerste lid, 3°, van het ontwerp heeft betrekking op de tijdsduur van de basisopleiding van de kandidaat-beroepsofficier van niveau A van de normale werving.

De gemachtigde officier heeft beaamd dat deze basisopleiding even lang duurt als de studie.

De ontworpen tekst heeft het aldus over een tijdsduur van respectievelijk zeven, zes en vijf opleidingsjaren voor de kandidaat-officier-geneesheer, -dierenarts, -apotheker en -tandarts aan een Belgische universiteit of aan een daarmee gelijkgestelde inrichting.

De studies geneeskunde of diergeneeskunde omvatten thans echter zes jaren, en de studies farmacie of tandheelkunde vijf jaren.

³ Advies 40.080/4, op 18 april 2006 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 23 mei 2006 ‘tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten betreffende het statuut van de kandidaat-militairen’.

Op een vraag hieromtrent heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Art 7, alinéa 1^{er}, 3^o: la durée des études de médecine est effectivement actuellement de 6 ans, mais s’applique à partir de la rentrée académique 2012. Les élèves ayant commencé leurs études avant cette date ont conservé une durée d’études de 7 ans. Il est donc nécessaire de maintenir la disposition en projet, mais nous proposons d’expliquer davantage la situation dans le rapport au Roi”

Deze toelichtingen zouden inderdaad in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

Artikel 8

In overeenstemming met de gemachtigde officier moet in artikel 8, 1^o, van het ontwerp worden verwezen naar de cursussen en de examens waarvan het programma is vastgesteld bij de wet van 18 maart 1838 ‘houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School’ en bij het uitvoeringsbesluit ervan.

Artikel 9

De gemachtigde officier heeft voorgesteld de woorden “aangewezen door de Koning” in artikel 9, § 2, tweede lid, tweede zin, van het ontwerp te vervangen door de woorden “door Ons aangewezen”.

Artikel 19

De bevoegdheidsoverdracht die vervat is in artikel 19, § 2, derde lid, van het ontwerp, is onduidelijk in zoverre bepaald wordt dat “[d]e DGHR (...) de nadere regels [bepaalt] die op de betrokkene toepasselijk zijn”.

Naar aanleiding van een vraag hieromtrent heeft de gemachtigde officier aangegeven dat het geen overdracht van verordeningsbevoegdheden betreft, maar dat het erom gaat de individuele situatie van de betrokken kandidaat praktisch te regelen in de periode waarin hij een vrijstelling geniet.

Artikel 19, § 2, derde lid, van het ontwerp, moet in die zin worden geredigeerd.

Artikel 21

De uitdrukking “kalenderdagen” in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, d), is een anglicisme. Daar hier gewone dagen worden geteld, volstaat het “dagen” te schrijven.

Artikel 22

1. Artikel 105 van de wet van 28 februari 2007 luidt als volgt:

“Onder de voorwaarden en volgens de procedure die de Koning bepaalt, kan de kandidaat-militair door de door Hem aangewezen overheid georiënteerd of geheoriënteerd worden naar een andere specifieke cyclus basisvorming in dezelfde personeelscategorie, in dezelfde hoedanigheid en in een gelijktijdige promotie.

Onder de voorwaarden en volgens de procedure die de Koning bepaalt, kan de kandidaat-militair, op zijn verzoek, door de door Hem aangewezen overheid geheoriënteerd worden naar een andere specifieke cyclus basisvorming in dezelfde of in een andere personeelscategorie, in dezelfde of in een andere hoedanigheid”.

Doordat artikel 22, § 3, tweede lid, van het ontwerp uitvoering geeft aan artikel 105, eerste lid, van de wet, kan het niet voorzien in een heroriëntering in een andere promotie, maar enkel in een heroriëntering in een gelijktijdige promotie.

De ontworpen tekst kan daarenboven geen rechtsgrond vinden in artikel 105, tweede lid, van de wet, in zoverre hij verwijst naar het geval van een heroriëntering van ambtswege en niet naar een heroriëntering op eigen verzoek.

Artikel 22, § 3, tweede lid, van het ontwerp moet derhalve worden weggelaten, en als gevolg daarvan moet ook artikel 22, § 15, tweede lid, van het ontwerp vervallen.

2. Artikel 22, § 13, 5°, van het ontwerp betreft de heroriëntering van de kandidaat-beroepsofficier van niveau A van de normale werving die verzoekt te worden geheoriënteerd naar een opleiding van arts of tandarts. Wanneer een toelatingsexamen vereist is om deze studies te kunnen aanvatten, schrijft deze bepaling voor dat de betrokken kandidaat voor dat toelatingsexamen slaagt.

In haar advies 51.977/4, op 2 oktober 2102 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 6 december 2012 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen’, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“De wijzigingen die de artikelen 47 en 50 van het ontwerp aanbrengen in het koninklijk besluit van 11 september 2003 ‘betreffende de werving van de militairen’ strekken er onder meer toe een proef van schoolse kennis in te voeren voor de sollicitanten in het eerste studiejaar van de opleiding tot arts, dierenarts, tandarts of apotheker. De sollicitanten die een toelatingsexamen tot die opleidingen moeten afleggen, worden vrijgesteld van deelneming aan die proef van schoolse kennis.

Dit is thans het geval wat betreft de opleidingen geneeskunde en tandheelkunde georganiseerd in de Vlaamse Gemeenschap.

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat vanaf het academiejaar 2013-2014 de toegang tot de opleiding geneeskunde in de Franse Gemeenschap afhankelijk zal worden gesteld van de effectieve deelneming aan een oriëntatietest.

Artikel 50bis, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 ‘betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de

Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten' bepaalt immers het volgende:

‘(vertaling) § 1. Vanaf het academiejaar 2013-2014, hebben enkel toegang tot de studies van de eerste cyclus van het studiegebied 12° ‘Medische wetenschappen’, zoals bepaald bij artikel 31, met het oog op het verkrijgen van de bekrachtigingsgraad ervan, de studenten die aan de algemene voorwaarden voldoen voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld bij artikel 49 en die een attest kunnen voorleggen van effectieve deelname aan een oriënteringstest van de gezondheidssector.

Deze test wordt in de vorm van een schriftelijke proef ingericht. Door ‘effectieve deelname aan deze test’ wordt bedoeld het geheel van de proef te hebben doorgenomen en een uitslag hoger dan deze overeenstemmend met deze verkrijgbaar in afwezigheid van enig antwoord te hebben behaald.

Deze test, die dezelfde is en simultaan wordt afgenomen voor alle universitaire instellingen, wordt elk jaar collegiaal ingericht, een eerste keer gedurende de eerste helft van juli en een tweede keer gedurende de eerste helft van september, door de universitaire instellingen die ertoe gemachtigd zijn studies van de eerste cyclus te organiseren in de medische wetenschappen en die ze organiseren; ze worden ertoe gehouden deel te nemen aan de inrichting en de evaluatie van de test, met inachtneming van de voorwaarden bepaald door de Regering. Deze proef is voor elke kandidaat toegankelijk die in staat is aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 49 volledig te voldoen vóór het begin van het academiejaar.

De test heeft tot doel de evaluatie van de specifieke vaardigheden en de bekwaamheden die vereist worden om hogere studies aan te vatten van de gezondheidssector. Hij heeft betrekking op de volgende vakken :

1° Kennis en verstand van de wetenschappelijke vakken :

- a) Biologie;
- b) Scheikunde;
- c) Natuurkunde;
- d) Wiskunde.

2° Communicatie en kritische analyse van de informatie :

- a) Schriftelijke communicatie;
- b) Analyse, synthese en argumentatie;
- c) Kennis van de Franse en Engelse talen.

Met uitzondering van de evaluatie van de talenkennis, wordt het gebruik van een Franstalig of tweetalig woordenboek toegelaten. De Regering bepaalt het gedetailleerde programma van de test.

Iedere deelnemer krijgt, persoonlijk, de uitslag van zijn test. De resultaten van de test kunnen noch bekendgemaakt worden noch publiek medegedeeld worden als de identiteit of de verdiensten van de kandidaten daardoor bekend zouden worden gemaakt.’

Op basis van de huidige lezing van het ontworpen artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 11 september 2003 kan dit soort test niet in aanmerking worden genomen. In de onderzochte bepaling is immers alleen sprake van het ‘toelatingsexamen [...] georganiseerd, naargelang het geval, door de Franse, Vlaamse of Duitstalige Gemeenschap’. Evenwel rijst de vraag in welke mate de bij deze test behaalde uitslag, inzonderheid de uitslag behaald voor het onderdeel betreffende de kennis en het verstand

van de wetenschappelijke vakken, indien een voldoende wordt behaald, kan meebrengen dat de studenten geneeskunde in de Franse Gemeenschap vrijgesteld worden van deelneming aan de proef van schoolse kennis. Indien daarmee hoegenaamd geen rekening wordt gehouden, zou er een verschil in behandeling bestaan tussen enerzijds de sollicitanten die in de Vlaamse Gemeenschap geslaagd zijn voor het toelatingsexamen en die bijgevolg vrijgesteld worden van deelneming aan de proef van schoolse kennis, en anderzijds de sollicitanten die een soortgelijke uitslag hebben behaald voor de test afgelegd in de Franse Gemeenschap, maar die niet worden vrijgesteld van deelneming aan de proef van schoolse kennis.

De bepalingen moeten hoe dan ook worden geredigeerd met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

De artikelen 47 en 50 van het ontwerp moeten worden herzien in het licht van deze opmerking”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 22, § 13, 5°, en 42, § 2, 1°, a), van het ontwerp.

Artikel 25

In het eerste lid, tweede zin, van de Franse versie schrijve men “Le parrain doit soit (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 29

In overeenstemming met de gemachtigde officier moeten in de Franse versie van paragraaf 2, derde lid, de woorden “du recrutement spécial” worden toegevoegd na de woorden “sous-officier du niveau B”.

Artikel 30

In artikel 30 van het ontwerp moet, zoals de gemachtigde officier heeft beaamd, “§ 3” worden geschreven in plaats van “§ 7”.

Artikel 39

De afdeling Wetgeving plaatst vraagtekens bij de rechtsgrond van de bepaling. Indien er een rechtsgrond is, moet de aanhef worden aangevuld; indien er geen rechtsgrond is, moet de betreffende bepaling vervallen.

Artikel 42

1. De voorwaarde “personeelsbehoefte” die in artikel 42, § 1, derde lid, 7°, van het ontwerp wordt gesteld, vloeit voort uit artikel 106, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007.

In overeenstemming met de gemachtigde officier moet artikel 42, § 1, derde lid, 7°, van het ontwerp derhalve worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 44, eerste lid, 1°, a), van het ontwerp, in het licht van artikel 9 van dezelfde wet.

2. In artikel 42, § 14, tweede lid, van het ontwerp, schrijve men “derde lid” in plaats van “tweede lid”.

Artikel 47

1. Ter uitvoering van artikel 272 van de wet van 28 februari 2007 wordt in artikel 47, 1°, van het ontwerp bepaald dat verschillende wettelijke bepalingen op 31 december 2013 in werking treden.

Met het oog op de rechtszekerheid dient in artikel 47, 1°, van het ontwerp te worden aangegeven dat het de bedoeling is artikelen van de wet van 28 februari 2007 “zoals gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013” in werking te laten treden.

2. In verband met de uitzondering die in artikel 47, 2°, van het ontwerp wordt vermeld, heeft de gemachtigde officier de volgende toelichting verstrekt:

“Cette disposition concerne toutes les dispositions du projet qui traitent du futur statut des officiers du corps technique médical qui est en profonde révision (loi du 5 mars 2006 fixant des dispositions spécifiques relatives aux officiers du corps technique médical du service médical et ses futurs arrêtés d'exécution). Comme ces dispositions font partie intégrante des articles concernés (7, 8 et 10), il n'était pas possible de viser un article ou un de ses alinéas en particulier. Il s'ensuit, par exemple, que la partie de l'article 8 qui commence par ‘complétés par les cours et examens ...’ ne s'appliquera qu'une fois ce nouveau statut réalisé”

Een toelichting dienaangaande zou in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY